



**Communiqué de presse  
AG/1413**

---

**Assemblée générale**

11<sup>e</sup> & 12<sup>e</sup> séances plénières – matin & après-midi

**LA CAPACITE DE L'ONU A REpondre AUX CRISES, LA  
QUESTION IRAQUIENNE ET LE ROLE DES INSTITUTIONS DE  
BRETTON WOODS DOMINENT LE DEBAT DE L'ASSEMBLEE  
GENERALE**

Au cours de cette troisième journée du débat général, la question de l'Iraq et la capacité de l'ONU à répondre aux crises ont été de nouveau au centre des déclarations faites du haut de la tribune de l'Assemblée générale. Le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a estimé que seule la participation directe des Nations Unies dans la reconstruction de l'Iraq permettrait au peuple iraquien de décider de son avenir en toute indépendance. D'autre part, de nombreuses délégations ont accueilli avec satisfaction l'idée de réformes institutionnelles avancée par le Secrétaire général. Au regard de ce qu'il a qualifié d'incapacité extraordinaire des cinq membres permanents du Conseil de sécurité à se mettre d'accord sur la crise iraquienne en début d'année, le Premier Ministre indien, Atal Bihari Vajpayee a mis en doute la capacité de cet organe à jouer pleinement son rôle dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Conseil doit être réformé et restructuré afin que ses décisions reflètent véritablement la volonté collective des nations, a estimé M. Vajpayee, notant par ailleurs la difficulté d'un multilatéralisme efficace dans un système où, par l'usage de son veto, un État peut changer la donne internationale.

L'action collective ne doit pas signifier l'inaction, a affirmé pour sa part le Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, Jack Straw, qui a estimé que la question n'était plus de savoir s'il fallait élargir le Conseil de sécurité mais plutôt de définir les modalités de cette réforme. Nous ne pouvons nous offrir le luxe de rejeter l'unilatéralisme sans proposer des mécanismes multilatéraux de lutte contre les menaces terroristes, aggravées aujourd'hui par la prolifération des armes de destruction massive, a-t-il ajouté, jugeant que l'inaction face au régime de Saddam Hussein aurait affaibli davantage les Nations Unies. Or lorsqu'un

pays menace, par sa politique interne, la paix et la sécurité internationales, il devient une préoccupation légitime pour l'ensemble de la communauté internationale, a reconnu à son tour le Premier Ministre irlandais, Bertie Ahern. Il a recommandé à cet égard que les dispositions de la Charte relatives à la légitime défense soient revisitées à la lumière des changements intervenus depuis 1945 et en tenant compte de la menace que font peser les États et les acteurs non étatiques susceptibles de développer des programmes d'armes de destruction massive.

Le monde a perdu sa voie, s'est inquiété le Premier Ministre malaisien, Mahathir Bin Mohamad, dénonçant un monde unipolaire dominé par un seul pays qui le conduit au chaos économique, à l'anarchie politique, à l'incertitude et à la peur. A son avis, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce sont des instruments par lesquels les riches poursuivent leurs visées hégémoniques et s'enrichissent tout en appauvrissant les pauvres. Le Premier Ministre Mahathir a prôné une restructuration en profondeur du système des Nations Unies vers plus de justice et de solidarité et suggéré la création d'une taxe sur l'exploitation des marchés mondiaux et qui serait utilisée par l'ONU pour financer des infrastructures dans les pays pauvres.

A son tour, le Président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, a estimé que la pratique des subventions aux milliers de fermiers du Nord entraînerait à terme, la mort assurée pour des millions de paysans du sud. On ne peut récupérer une dette si le débiteur est mort, a ironisé quant à lui le Président argentin, Nestor Kirchner, invitant à cet égard les institutions de Bretton Woods, en particulier le Fonds monétaire international, à se réformer et à assumer leur part de responsabilité dans la crise de la dette des pays du Sud. Il est ridicule que l'on exige de nous de rembourser notre dette quand dans le même temps on nous empêche de vendre nos produits, a poursuivi M. Kirchner, exhortant ensuite la communauté internationale à intensifier les négociations visant à éliminer les barrières tarifaires qui privent les productions des pays du Sud d'un accès aux marchés développés à fort pouvoir d'achat.

Outre les personnalités déjà mentionnées, les Présidents de Chypre, de l'Albanie, du Guyana, de Madagascar et des Comores et le Vice-Président de la Sierra Leone se sont exprimés. Les Premiers Ministres des pays suivants ont également pris la parole lors du débat général : Principauté de Monaco, Principauté d'Andorre, Malte, Dominique et Rwanda; de même que les Ministres des affaires étrangères d'Israël, de la Suède, du Mali, du Kazakhstan, de la République islamique d'Iran, de la République de Corée, de l'Arménie, de la Pologne et de l'Autriche. Le Pakistan et l'Observateur de la Palestine, l'Azerbaïdjan, la République

populaire démocratique de Corée et l'Inde ont exercé leur droit de réponse.

Le débat général se poursuivra demain, vendredi 26 septembre, à 10 heures.

### ***DECLARATIONS***

M. TASSOS PAPADOPOULOS, Président de Chypre, a noté que la présente session des Nations Unies s'était ouverte dans une atmosphère lourde et chargée et il a condamné les deux récents attentats de Bagdad, qui sont une insulte à la communauté internationale. Il a en outre condamné le terrorisme, rapportant qu'il dépasse les frontières et attaque les valeurs universelles. Le Président a déclaré que la non-prolifération des armes de destruction massive était devenue une des toutes premières priorités de l'agenda mondial, notamment en raison des risques d'acquisition de ces armes par des groupes terroristes. Il a souligné le rôle que les Nations Unies devaient jouer à cet égard. Il s'est félicité que Chypre ait ratifié en début d'année le Traité de non-prolifération nucléaire et la Convention d'Ottawa. Il a annoncé les engagements qui ont été pris par son gouvernement: premièrement, de commencer d'ici deux mois, en coopération avec les Nations Unies et avec le soutien financier de la communauté européenne de déminer la zone tampon; et deuxièmement de détruire unilatéralement un important stock de mines antipersonnel au cours du mois de novembre de cette année. Ce n'est qu'une première étape, mais une étape majeure dans l'application de nos obligations relatives à la Convention d'Ottawa, a-t-il souligné.

Concernant le Moyen-Orient, le Président a rappelé que Chypre, en tant que pays appartenant à la région, maintenait traditionnellement de bonnes relations avec les Palestiniens et avec Israël. Il a réitéré la position de son pays dans le sens d'un règlement juste du conflit en accord avec le droit international et les résolutions des Nations Unies pour mettre un terme à l'occupation et réaliser les aspirations du peuple palestinien d'établir un Etat indépendant, vivant côte à côte d'Israël en paix et en sécurité.

Chypre est toujours le témoin de violation des droits de l'homme sur son territoire par une armée étrangère. Depuis l'invasion turque de 1974, les droits des personnes vivant dans certaines enclaves continuent d'être violés. M. Papadopoulos s'est déclaré prêt à résoudre ce problème avec l'aide de la communauté internationale et à appliquer les conventions internationales pour la restauration des droits de l'homme de tous les Chypriotes. Il a demandé l'appui de la communauté internationale pour mettre fin au supplice des familles dont les membres ont disparus. Il a rappelé les conséquences négatives de l'invasion turque de Chypre

pendant 29 ans et il a souligné le comportement inacceptable, anachronique et incompréhensible de la Turquie. Il a fait part de son amertume face à l'intransigeance turque qui a contrecarré récemment ce qui a été probablement la plus forte initiative des Nations Unies pour trouver une solution à Chypre. Une solution pour Chypre est urgente, a conclu le Président. Une solution viable, opérationnelle qui inclura tous les Chypriotes et permettra à Chypre d'assumer pleinement son rôle dans la communauté internationale, a-t-il conclu.

M. VLADIMIR V. POUTINE, Président de la Fédération de Russie, a souligné la pertinence des principes de paix, de sécurité et de progrès contenus dans la Charte des Nations Unies qui conservent toute leur actualité à l'heure où les Nations Unies reviennent au premier plan pour le règlement de la crise iraquienne. La position de la Russie est claire à cet égard, a-t-il dit : seule une implication directe des Nations Unies dans la reconstruction de l'Iraq permettra au peuple iraquien de décider de son avenir en toute indépendance. Ce n'est que grâce à l'assistance active des Nations Unies que l'Iraq occupera une place digne de son rang dans la communauté internationale, a poursuivi M. Poutine, avant de réaffirmer que l'ennemi commun des Nations Unies est le terrorisme. Rappelant ses propos devant l'Assemblée du Millénaire, en septembre 2000, au cours de laquelle il avait averti de cette menace, M. Poutine a déploré qu'à cette époque, peu de gens aient pris au sérieux ces mises en garde avant les attentats du 11 septembre 2001.

Les Nations Unies doivent devenir le pivot de la coalition antiterroriste, a estimé M. Poutine, saluant le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité qui doit devenir un instrument central de la lutte contre ce fléau. Défendant ensuite le rôle des Nations Unies dans le domaine de l'aide, le Président russe a estimé qu'il donnait toute sa dimension morale à l'Organisation. Le Président russe a par ailleurs annoncé que son pays, qui a connu dans son histoire de nombreuses famines, était devenu un contributeur du Programme alimentaire mondial pour la première fois cette année. Par ailleurs, la Russie a annulé la dette de nombreux pays en développement pour un montant de 27,2 milliards de dollars au cours des trois années et met aujourd'hui en place des systèmes de prêts à taux préférentiels, a-t-il expliqué. Il a également proposé la création d'un mécanisme de suivi et de lutte contre la propagation des maladies infectieuses graves comme le VIH/sida et a apporté son appui au Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

S'arrêtant sur la réforme du Conseil de sécurité, M. Poutine a fait valoir qu'en raison du large consensus apparu sur l'élargissement du Conseil et de la nécessité de préserver sa légitimité et sa crédibilité, il était important de prendre en compte les intérêts de l'ensemble de la communauté internationale, des pays les plus faibles comme les plus

riches. Le Président Poutine a encouragé ensuite le recours à la coopération avec les organisations régionales afin de maintenir un équilibre stratégique. A cet égard, il a plaidé pour une coopération plus étroite entre la Russie, la Communauté des États indépendants, l'Union européenne et l'OTAN, avant d'assurer que la Russie était disposée à contribuer à des missions de maintien de la paix sous le mandat des Nations Unies. Enfin, M. Poutine a suggéré la mise en place de régimes de non-prolifération solides et vérifiables, et la poursuite de la réduction des arsenaux nucléaires afin de faire en sorte que les terroristes ne puissent pas se doter d'armes de destruction massive. L'humanité doit reposer sur les instruments des Nations Unies dont le rôle doit demeurer central pour assurer le règlement des conflits, a-t-il conclu.

Rappelant que l'Organisation des Nations Unies avait été créée sur le principe du multilatéralisme, M. NESTOR CARLOS KIRCHNER, Président de l'Argentine, a toutefois souligné que c'est le bipolarisme qui a prévalu de Yalta à la chute du Mur de Berlin qui a conditionné les instruments et la législation propre à l'ONU. Objectivement, le monde est aujourd'hui dominé par la suprématie technologique, militaire et économique d'un seul pays, a-t-il poursuivi, insistant sur la nécessité de soutenir profondément les valeurs du multilatéralisme pour faire face aux nouvelles données internationales. Rappelant que la progression du développement des pays marginaux n'était pas seulement importante pour des questions de société mais parce qu'elle avait un impact sur la situation et la sécurité des autres pays, le Président de l'Argentine a souligné que les relations entre des pays comme le sien et le reste du monde restaient marquées par une immense dette envers les institutions financières et les créiteurs privés. Notre pays est certes responsable d'avoir suivi des politiques dictées par d'autres, qui ont contribué à augmenter l'accroissement de la dette, a-t-il déclaré, mais il faut que les institutions financières internationales qui ont imposé ces politiques, reconnaissent elles-mêmes leur part de responsabilité. Lorsque la dette atteint un tel niveau, le créiteur est aussi responsable que le débiteur, a poursuivi le Président, qui a affirmé que sans une aide internationale concrète permettant aux pays en développement de reconstruire leur économie et leur capacité de paiement, le remboursement de la dette resterait une chimère pour des pays comme le sien. On ne peut pas récupérer une dette si le débiteur est mort, a-t-il insisté.

En outre, le Président argentin a appelé la communauté internationale à intensifier les négociations afin d'éliminer les barrières tarifaires, qui empêchent les produits des pays comme le sien d'accéder aux marchés des pays développés au pouvoir d'achat plus important. Les mesures injustes, les taxes et les quotas qui nous sont imposés constituent pour nos biens à forte valeur ajoutée -comme les produits alimentaires en Argentine- un véritable obstacle à l'accès aux marchés, a-t-il affirmé. Il

est ridicule que l'on prétende rembourser notre dette et qu'on nous empêche en même temps de vendre nos produits, a précisé M. Kirchner, appelant les organisations telles que le FMI à restructurer leurs institutions. S'agissant de négociations territoriales internationales, le Président argentin a appelé le Royaume-Uni à reprendre le dialogue avec son pays sur la question des Iles Malouines, Georgia et Sandwich et de leur espace maritime environnant.

M. MAHATHIR BIN MOHAMAD, Premier Ministre de la Malaisie, a regretté que l'Assemblée générale, mise en place pour servir de forum à toutes les nations du monde, soit devenue un organe soumis au Conseil de sécurité, lui-même soumis à une seule des cinq puissances victorieuses d'une guerre combattue il y a plus de cinquante ans. Ce forum qui n'a rien de démocratique, a-t-il ajouté, est tout ce dont disposent les anciennes colonies européennes pour exprimer leurs doléances. Nous admettons que des abus dans la gestion de nos pays ont été commis par certains de nos gouvernements, a reconnu le Premier Ministre, faisant toutefois remarquer que ceux qui critiquent ces pays ont également abusé du pouvoir de leurs gouvernements pour s'emparer des terres appartenant aux populations autochtones et les exterminer pour établir leur autorité sur ces terres. Il serait bon d'oublier le passé, si celui-ci ne se répétait pas de manière fâcheuse, a indiqué M. Bin Mohamad. Aujourd'hui, on est confronté au retour de l'impérialisme européen, non par le simple étranglement économique ou par l'affaiblissement financier, mais par l'ancienne occupation physique de forces étrangères. Si maintenant l'Organisation des Nations Unies s'écroule, a-t-il poursuivi, c'est à cause de la restructuration de ses institutions pour satisfaire certains pays. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce servent désormais d'instruments hégémoniques pour appauvrir les pauvres et enrichir les riches.

La Malaisie, a rappelé le Premier Ministre, qui a subi coup sur coup la crise financière asiatique en 1997, les conséquences des attentats terroristes du 11 septembre, et le SARS, vit maintenant comme le reste du monde dans la peur: les riches redoutant des attaques terroristes et les autres une attaque militaire préemptive. Le monde a perdu sa voie, a indiqué M. Bin Mohamad, déplorant que le monde unipolaire soit dominé désormais par un pays démocratique, qui le conduit au chaos économique, à l'anarchie politique, à l'incertitude et à la peur. Ces menaces ne disparaîtront pas tant que la démocratie, l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme ne seront pas respectés, a-t-il ajouté, soulignant qu'au premier rang de ces mesures doit figurer la restructuration de l'ONU. Le Premier Ministre de la Malaisie a plaidé pour la suppression du veto non démocratique exercé par un seul pays au Conseil de sécurité, qui devrait être remplacé dans un premier temps par un veto modifié qui ne pourrait bloquer une résolution de l'ONU que s'il était utilisé par deux membres

dotés du droit de veto et soutenu par trois autres membres du Conseil de sécurité, jusqu'à ce que la règle de la majorité soit établie au sein de cet organe. M. Bin Mohamad a aussi plaidé pour l'instauration d'une taxe sur l'exploitation des marchés mondiaux et dont le produit serait utilisé par l'ONU pour financer des infrastructures dans les pays pauvres; pour la fixation des taux de change par une Commission internationale qui interdirait la spéculation; pour l'interdiction des subventions des pays riches aux produits agricoles et pour une protection accordée aux industries alimentaires des pays pauvres.

M. PATRICK LECLERCQ, Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco, a déclaré qu'en rejoignant les Nations Unies il y a 10 ans, la Principauté s'était engagée à assumer de façon effective les obligations qui incombent à tous les Etats Membres et à participer, à la mesure de ses moyens, à la promotion des valeurs qui nous réunissent. Il a déclaré qu'il était important d'oeuvrer pour rendre l'Organisation plus efficace afin que le respect des principes et objectifs l'emporte sur l'apparente facilité de l'action autojustifiée, afin que la démarche en commun l'emporte sur l'unilatéralisme. Il a souligné l'importance qu'il attachait à la mise en oeuvre effective de la résolution visant le suivi des textes résultant des grandes conférences et réunions tenues dans les domaines économique et social. A quoi serviraient ces vastes rassemblements si les engagements qui les concluent demeurent sans suite ou ne comportent pas les moyens d'en vérifier l'application? s'est-il interrogé. Il a mis en garde contre la frustration de la société civile, très présente dans tous les débats qui l'impliquent, qui pourrait vouloir prendre le relais par des voies qui lui seraient propres et qu'animerait sans doute un esprit de confrontation.

Le Ministre d'Etat a noté qu'en tant que petit Etat, la Principauté de Monaco se devait de prendre une mesure raisonnable de la contribution qu'il pouvait apporter à l'action internationale. C'est ce qui conduit Monaco à concentrer ses efforts dans les domaines relevant du développement durable et de l'action humanitaire. Ces domaines d'action privilégiés sont l'éducation, la santé, la protection de l'enfance, l'aide au développement, la protection de l'environnement, notamment en ce qui concerne la protection du milieu marin. En outre, la Principauté de Monaco s'est attachée à ratifier les 12 principaux textes internationaux relatifs au terrorisme en mettant en place des structures administratives adéquates. Il a souligné que la Principauté se préparait à accueillir le 5ème sommet contre le crime transnational organisé par les Nations Unies et le Conseil de l'Europe. M. Leclercq, rappelant la participation déjà de longue date du Prince héritaire Albert au Comité international olympique s'est félicité de l'inclusion d'un nouveau point à l'ordre du jour de cette session intitulé « Année internationale du sport et de l'éducation physique » puisqu'il a pour objet de mettre en relief ce qui a toujours été la motivation de la Principauté de Monaco, c'est-à-dire le rôle éminent du

sport dans la promotion des relations entre les peuples, en favorisant leur compréhension mutuelle et le dialogue interculturel, facteurs de paix et de développement.

M. ATAL BIHARI VAJPAYEE, Premier Ministre de l'Inde, a jugé nécessaire de réfléchir au rôle et à la pertinence des Nations Unies, quelques semaines après l'attentat de Bagdad, et au terme d'une année troublée. Au regard de la Charte, nous avons une conviction profonde, celle que les Nations Unies, grâce au multilatéralisme, seraient plus fortes et plus efficaces que les États pris individuellement pour garantir la paix et la sécurité. Malheureusement cette vision du multilatéralisme éclairé n'est pas devenue une réalité. Nous avons assisté cette année à l'incapacité extraordinaire des cinq membres permanents du Conseil de sécurité à se mettre d'accord sur la crise iraquienne et quelques mois plus tard, l'attentat de Bagdad a porté un coup à la mission humanitaire de l'ONU, a-t-il observé. Il a estimé que la communauté internationale avait manqué de réalisme quand après la fin de la guerre froide, elle avait pensé que les Nations Unies pouvaient résoudre toutes les crises. Le débat sur l'Iraq a relancé la réflexion sur l'efficacité du Conseil de sécurité dans sa composition actuelle, a-t-il dit, estimant pour sa part que le Conseil devait être réformé et restructuré afin que ses décisions reflètent véritablement la volonté collective des nations. Certains États veulent conserver leurs avantages en empêchant des pays en développement d'entrer au Conseil de sécurité en tant que membres permanents, a-t-il dit, affirmant que l'usage du veto est contraire à l'esprit du multilatéralisme dans la mesure où un État peut changer la donne du monde. Il est urgent de revoir le processus de prise de décisions aux Nations Unies, a jugé le Premier Ministre indien, exhortant le Secrétaire général à fixer un calendrier pour les réformes annoncées.

Abordant la question iraquienne, il a souhaité la mise en place d'une feuille de route pour la reconstruction et le retour à la souveraineté de l'Iraq, selon un échéancier précis. M. Vajpayee a déploré ensuite le terrorisme qui, de Mombasa à Moscou, de Bali à Bombay, continue de tuer chaque jour en raison du manque de coopération de certains États avec le Comité contre le terrorisme. Ce dernier doit mettre en place un mécanisme afin de s'assurer que les résolutions 1373 et 1456 soient mises en œuvre. Aucun État ne peut se dire membre de la coalition antiterroriste et dans le même temps soutenir le terrorisme et abriter ses responsables, a-t-il ajouté. Pourtant hier, a-t-il dit, le Président du Pakistan a assumé clairement son soutien aux actions de terroristes au Jammu-et-Cachemire. Le Premier Ministre indien a affirmé son refus de laisser le terrorisme devenir un outil de chantage. Nous serons prêts à discuter lorsque le terrorisme cessera, a-t-il ajouté, estimant que l'Inde ne pouvait pas accepter ce que le monde avait refusé dans le cas d'Al-Qaida. Enfin, il a souhaité que des mesures soient prises pour lutter contre les trafics de

drogues, d'armes, et d'êtres humains et s'est inquiété des conséquences de la mondialisation pour les pays en développement, des obstacles rencontrés à Cancún et de l'extrême pauvreté qui demeure le frein au développement.

M. MARC FORNE MOLNE, Président du Gouvernement de la Principauté d'Andorre, a formulé deux questions au sujet de la gestion des équilibres entre les différentes régions de la planète: premièrement, les Nations Unies sont-elles en mesure de répondre efficacement aux menaces contre la stabilité mondiale et, deuxièmement, jusqu'à quel point ses Etats Membres sont-ils prêts à travailler dans le cadre des Nations Unies ? Pour sa part, M. Forné Molné a estimé que les Nations Unies avaient une responsabilité importante dans la recherche d'une issue constructive pour les peuples afghans et iraqiens, et dans la résolution des tensions que connaît le Moyen-Orient. Il a réaffirmé sa confiance et souligné le rôle primordial que devrait jouer l'Organisation dans la recherche d'une stabilité pour la région.

M. Forné Molné a par ailleurs indiqué que malgré sa petite taille, l'Andorre avait manifesté son vif soutien à l'aide au développement, notamment depuis 1995 où elle a augmenté progressivement son apport budgétaire. Elle devrait ainsi parvenir à consacrer d'ici deux ans 0,7% de son budget à l'aide au tiers monde. Apportant son soutien aux institutions des Nations Unies qui cherchent des solutions à petite échelle, l'Andorre s'intéresse notamment aux projets visant les enfants, l'éducation, et les femmes dans la création de leurs propres affaires, ainsi qu'à ceux visant un développement agricole durable, a-t-il indiqué. « Nous estimons que les pratiques agricoles appropriées constituent la meilleure défense contre les chutes catastrophiques des cours des récoltes », a-t-il conclu, précisant que l'Andorre avait posé sa candidature pour devenir membre de la FAO dès l'année prochaine.

M. BERTIE AHERN, Premier Ministre de l'Irlande, a estimé que l'année qui vient de s'écouler avait été traumatisante pour les Nations Unies. Le monde actuel est plus menaçant et la nature des défis exige l'action d'une organisation internationale telle que les Nations Unies, a-t-il poursuivi, mais nous avons parfois échoué individuellement ou ensemble, à honorer nos obligations. Déplorant que les Etats Membres trop souvent tentent d'utiliser l'ONU à la seule poursuite de leurs intérêts nationaux, le Premier Ministre leur a rappelé que l'Organisation avait été créée pour servir l'humanité tout entière. Ce qui se déroule dans une partie du monde peut avoir un effet néfaste immédiat dans une autre partie du monde, a poursuivi le Premier Ministre. Cette évolution de la situation internationale, a-t-il dit, a soulevé des questions concernant l'interprétation de certaines dispositions de la Charte, notamment celles qui excluent l'intervention dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale des

Etats. A cet égard, le Premier Ministre a estimé que lorsque l'événement interne à un pays menaçait la paix et la sécurité internationales, il devenait légitimement une préoccupation de toute la communauté internationale. Le Premier Ministre a également déclaré que la communauté internationale ne pouvait accepter que persiste une violation flagrante des droits de l'homme dans un pays. Nous avons reçu une très dure leçon à cet égard par le passé, a-t-il rappelé; ce n'est pas au moment où les réfugiés traversent déjà les frontières, que nous pouvons intervenir pour empêcher un génocide.

S'agissant du conflit entre Israël et la Palestine, le Premier Ministre a estimé que des dirigeants ayant une vision à long terme ne pouvaient pas se laisser prendre en otage par les terroristes et leurs menaces. Il a en outre appelé les Palestiniens à réaliser que l'option de la violence avait été un échec, et Israël à inverser sa politique de colonisation. Il est impératif, a-t-il poursuivi, que les deux parties renouent avec le respect de la Feuille de route, avec l'appui impartial et équitable du Quartet. En ce qui concerne la situation en Iraq, le Premier Ministre a estimé que la population qui souffrait durement actuellement pouvait agir elle-même en rejetant ceux qui usent de la violence et qui pratiquent le sabotage industriel. L'ONU doit jouer un rôle essentiel pour aider les Iraquiens à retrouver le plus rapidement possible leur souveraineté, a-t-il ajouté, appelant le Conseil de sécurité à trouver un accord sur une nouvelle résolution qui reflète les intérêts du peuple iraquien et qui puisse avoir le soutien nécessaire des pays de la région ainsi que de la communauté internationale dans son ensemble. Sur le processus de paix en Irlande du Nord, le Premier Ministre a déclaré que son pays travaillait à rétablir la confiance qui permettrait de restaurer les institutions suspendues il y a un an. Toutes les parties en faveur de l'accord devront prendre des risques pour la paix, a-t-il affirmé, rappelant que l'hésitation était elle-même dangereuse. Il faut saisir notre chance maintenant pour ne pas laisser passer les occasions de faire avancer le processus, a-t-il ajouté.

M. EDWARD FENECH ADAMI, Premier Ministre de Malte, a déclaré que les récentes attaques survenues à Bagdad montraient que le système de l'ONU, à la fois vital et indispensable, ne pouvait pas être tenu pour acquis, et qu'il fallait procéder à des réformes urgentes et radicales. Un élément important de la coopération et de la solidarité internationales est la dimension régionale, a-t-il rappelé, et la volonté du peuple de Malte de prendre sa place dans sa région s'est illustrée récemment par le vote en faveur de l'adhésion à l'Union européenne. Il est encourageant de constater que l'Union européenne est en passe de devenir un des partenaires principaux de l'ONU, a précisé le Premier Ministre, accordant même aux plus petits Etats membres la possibilité de jouer un rôle constructif et positif. Il a rappelé qu'il était crucial que les membres du Conseil de sécurité parviennent à un accord rapide sur la question de

l'Iraq. Un des aspects les plus inquiétants dans le domaine de la sécurité est le lien nouvellement établi entre le terrorisme et le contrôle des armements, a souligné M. Adami, qui met en lumière le paradoxe de la réalité des enfants soldats semant la désolation au moyen d'armes légères, face à la perspective de groupes terroristes dotés d'armes de destruction massive. Sur cette question, a-t-il indiqué, il faut poursuivre le développement du processus de désarmement déjà engagé, et l'Union européenne travaille à cet égard à une stratégie globale sur la question de la non-prolifération et sur celle des armes de destruction massive, fondée notamment sur la mise en œuvre des traités multilatéraux et des mécanismes de vérification dans ce domaine.

Ce combat ne doit pas cependant éclipser l'engagement à la protection des droits de l'homme, ni les efforts de maintien et de consolidation de la paix, a rappelé M. Adami. Si des progrès ont été accomplis en Sierra Leone, au Timor-Leste et au Kosovo, la question de Palestine illustre un conflit dans lequel les efforts de règlement ne sont pas encore parvenus à réaliser une situation favorable au dialogue, et où malheureusement chaque échec des négociations de paix tend à nourrir les flambées de violence des partis extrêmes. M. Adami a appelé d'une part Israël à cesser l'occupation illégale des territoires palestiniens et à s'abstenir de tout acte à l'encontre du Président de l'Autorité palestinienne, et d'autre part les Palestiniens à cesser les inacceptables actes de violence à l'encontre des populations civiles israéliennes. Malte espère jouer un rôle dans ce domaine dans le cadre des efforts de sécurité et de coopération en Méditerranée, notamment grâce aux progrès de la Coopération euroméditerranéenne lancée en 1995, qui tire sa force des liens entre les questions de sécurité et les questions économiques et humanitaires. Malte espère d'ailleurs voir bientôt Chypre réunie rejoindre les rangs de l'Union européenne. Le Premier Ministre a indiqué que les négociations à l'OMC, la lutte contre le VIH/sida, et la criminalité organisée avaient pour dénominateur commun la nécessité d'efforts permanents pour établir des normes au niveau international. Il a indiqué que Malte avait déposé ses instruments de ratification de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et deux de ses protocoles, rappelant que son pays avait déjà ratifié ou accédé à onze des quinze traités sur la question. M. Adami a par ailleurs soutenu le projet de Convention sur l'interdiction de toutes les formes de clonage, en ce qu'il reflète parfaitement les positions morales et éthiques de son pays.

M. SILVAN SHALOM, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères d'Israël, a rappelé qu'il y a un peu plus d'un mois encore, les Membres des Nations Unies, tout comme Israël, croyaient fermement que le processus de paix au Moyen-Orient était relancé, grâce à la constitution d'un nouveau gouvernement palestinien fermement décidé à faire cesser la terreur et à ouvrir une ère nouvelle dans la région. Cet

espoir s'est assombri le 19 août, lorsque des extrémistes ont fait exploser un bus, tuant 23 membres de familles juives qui rentraient d'une journée de prières au Mur des lamentations, a-t-il dit. L'attaque a été revendiquée par le Hamas, un groupe terroriste qui, aux termes de la Feuille de route, devait être démantelé par l'Autorité palestinienne, a indiqué M. Shalom. Cette incapacité à démanteler le Hamas a compromis les efforts diplomatiques, a-t-il poursuivi, car l'Autorité palestinienne a choisi la voie de l'inaction et de la complicité avec la terreur. Or l'infrastructure de la terreur doit être démantelée pour garantir le succès du processus de paix, a-t-il dit, soulignant que le terrorisme qui frappe Israël depuis longtemps a, en trois ans, endeuillé Mombasa, Bali, New York, Bagdad. Le terrorisme nous a déclaré une guerre à tous, a constaté M. Shalom, et pendant que nous, Israéliens, combattons ce fléau, nous étions condamnés par beaucoup d'États, alors qu'il ne peut y avoir de neutralité ou d'abstention face au terrorisme.

Il a invité la communauté internationale à prendre des mesures pour tenir pour responsables les États qui parrainent le terrorisme comme l'Iran et la Syrie, pays qui cherchent à acquérir par ailleurs des armes de destruction massive. Abordant la question du processus de paix, le Ministre israélien, a estimé que le Président Arafat incarnait, pour son propre peuple comme pour le peuple israélien, le symbole de la terreur et qu'il est directement responsable de souffrances terribles. Il demeure le principal obstacle à la paix et voter pour Arafat, comme l'Assemblée générale l'a fait la semaine dernière, c'est aller contre les intérêts du peuple palestinien, a-t-il ajouté. Nous irons de l'avant sur le chemin de la paix, pour faire de cette vision de deux États une réalité, a assuré M. Shalom, affirmant toutefois qu'Israël ne fera pas de compromis sur la sécurité de son peuple, exigeant le démantèlement des structures terroristes. Cependant Israël vit au milieu de ses voisins arabes et il croit en un avenir commun avec eux, a précisé le Ministre, invitant entre autres le Liban, la Syrie et les Palestiniens à accepter la main tendue d'Israël. La culture de la paix doit également franchir les murs des Nations Unies et cette Assemblée générale doit s'éloigner de son hostilité partisane, a lancé enfin M. Shalom, affirmant que l'adoption de résolutions condamnant unilatéralement son pays ne servait pas la paix.

M. JACK STRAW, Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni, a estimé que le meilleur hommage que les Nations Unies pouvaient rendre à Alikha Al-Hashimi, ainsi qu'à toutes les personnes disparues dans les attentats à Bagdad, était de combattre le terrorisme et de s'assurer que leur vision d'un Iraq pacifique et libre prévale. Reconnaissant qu'une controverse avait surgi à propos de l'intervention militaire en Iraq et affirmant en assumer la responsabilité, le Ministre s'est dit fermement convaincu que cette décision d'intervenir avait été la bonne. Sans cette intervention, le monde serait-il plus sûr aujourd'hui?

L'Iraq serait-t-il un meilleur pays? L'ONU serait-t-elle une institution plus sûre? s'est interrogé le Ministre. Non, a-t-il répondu. Au contraire, Saddam Hussein aurait été enhardi par notre inaction, aurait donné exemple à travers le monde, et l'ONU aurait été affaiblie. Appelant les Etats Membres à oublier les divisions et à soutenir la reconstruction de l'Iraq, le Premier Ministre a déclaré qu'aujourd'hui, la terreur imposée par Saddam Hussein était terminée, que la liberté était garantie à toutes les communautés religieuses, que les hôpitaux fonctionnaient et que l'économie iraquienne se redressait progressivement. Nous resterons en Iraq aussi longtemps que nous le jugerons nécessaire, mais pas plus longtemps, afin d'assumer nos responsabilités pour permettre aux Iraquiens de retrouver leur souveraineté, a-t-il déclaré, espérant qu'un accord sur une nouvelle résolution du Conseil de sécurité visant à renforcer le rôle des Nations Unies en Iraq puisse être trouvé.

La communauté internationale devrait à cet égard être guidée par trois principes, a-t-il estimé. Le transfert de souveraineté doit d'abord refléter la réalité du terrain en Iraq, notamment en ce qui concerne la sécurité; ensuite, les institutions iraquiennes doivent être suffisamment robustes pour prendre davantage de responsabilités; et enfin, l'exercice du pouvoir doit être fondé sur la bonne gouvernance et soutenu par une constitution cohérente, a-t-il souligné, appelant la communauté internationale à ne pas imposer des délais arbitraires dans l'évolution du processus en Iraq. S'agissant du conflit israélo-palestinien, le Secrétaire d'Etat a estimé qu'il n'y avait pas d'autre choix que l'application de la Feuille de route. Par ailleurs, M. Straw a déploré que le Conseil de sécurité ne se soit pas penché sur la question de la prolifération des armes de destruction massive depuis dix ans et a jugé urgent qu'il examine cette question. Soutenant les propositions de réforme de l'ONU présentées par le Secrétaire général, il a estimé que la question n'était plus de savoir s'il fallait élargir le Conseil de sécurité, mais plutôt comment il fallait l'élargir. L'action collective ne doit pas signifier l'inaction. Nous n'avons pas le luxe de rejeter l'unilatéralisme sans proposer des moyens multilatéraux de lutter contre les menaces terroristes aggravées par la prolifération des armes de destruction massive, a estimé M. Straw.

M. JAN O. KARLSSON, Ministre des affaires étrangères et Ministre du développement, de la coopération, des migrations et des politiques d'asile de la Suède, a affirmé que la sécurité mondiale ne peut être atteinte par l'action unilatérale. Nous devons travailler ensemble pour trouver des solutions multilatérales. En outre, la réforme des Nations Unies est nécessaire pour en faire une Organisation moderne, responsable et efficace. La légitimité ainsi que l'autorité du Conseil de sécurité doivent être rétablies. Sa composition doit mieux refléter le monde d'aujourd'hui, a-t-il déclaré. Un accord sur l'augmentation du nombre de membres non permanents doit être recherché rapidement, sans exclure la

possibilité de membres additionnels parmi les membres permanents. Le Ministre a salué l'intention annoncée du Secrétaire général d'établir un groupe de haut niveau pour étudier les menaces à la sécurité ainsi que les réformes institutionnelles que l'Organisation des Nations Unies nécessite. Il a exprimé sa préoccupation du fait que de nombreux Etats accordent une importance croissante aux doctrines militaires, ainsi qu'au sujet des risques que pose la prolifération des armes de destruction massive ou le refus de certains Etats de se conformer au TNP. Dans ce contexte, il a fait état de la situation en Corée du Nord, en République islamique d'Iran, en Inde, au Pakistan et en Israël. Les discussions aux Etats-Unis à propos de la création d'une nouvelle génération d'armes nucléaires de petite taille nous inquiètent, a-t-il ajouté. Le Ministre a mis l'accent sur la sécurité des individus. Selon lui, le Conseil de sécurité doit être prêt à intervenir dès les premiers signes de violations massives des droits de l'homme.

Le Ministre a ensuite expliqué qu'il y a deux ans, Anna Lindt est venue à l'Assemblée générale, accompagnée de son fils de 11 ans; il lui a demandé: « Maman, où sont les femmes ici? » Il avait vu ce que nous refusons de voir, a poursuivi le Ministre. Les femmes ne sont pas assez présentes dans cette enceinte ni même dans les instances de prises de décision. Les femmes sont fortes, a-t-il déclaré, mais elles sont rendues faibles par la discrimination sociale, économique et légale. Les femmes sont les victimes de la violence de la guerre, des abus domestiques, du trafic et de l'exploitation sexuelle, a-t-il continué. Pour toutes ces femmes, l'égalité des sexes est une question de vie ou de mort. Les femmes sont cruciales pour la paix et la réconciliation. Il a salué le fait que les perspectives sexospécifiques soient à présent intégrées dans les mandats et activités de toutes les actions de maintien de la paix; mais leur nombre doit encore augmenter, a-t-il estimé. Selon lui, l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité est vitale.

Pour le Ministre, l'Assemblée générale a justement condamné la décision d'Israël de déporter le Président Arafat. Les deux parties doivent remplir leurs obligations en accord avec la Feuille de route, a-t-il déclaré. Il faut l'appliquer immédiatement, avec l'objectif d'établir une Palestine démocratique et en paix d'ici 2005. En conclusion, le Ministre a plaidé pour que l'Organisation des Nations Unies reste en Iraq. La communauté internationale a besoin de la légitimité de l'Organisation en tant que seule autorité pouvant aider le peuple iraquien à retrouver sa souveraineté et à reconstruire son pays.

M. ALFRED MOISIU, Président de l'Albanie, a rendu hommage à Sergio Vieira de Mello, et a relevé ensuite que les Nations Unies avaient dû faire face à de nombreux défis à la paix et à la sécurité au cours de l'année écoulée. La Déclaration du Millénaire, a-t-il rappelé, nous avait permis de définir une série d'objectifs à atteindre en matière de paix, de

sécurité et de lutte contre l'extrême pauvreté. L'Albanie, face aux situations en Afghanistan et en Iraq, s'est jointe à la coalition internationale contre le terrorisme, a-t-il poursuivi, et nous participons aux missions de maintien de la paix dans ces deux pays. Réaffirmant la pertinence de l'intervention militaire en Iraq, il a jugé que les fruits de cette guerre se faisaient déjà sentir avec la chute de la dictature. Le Président albanais a encouragé ensuite la communauté internationale à poursuivre les réformes au sein de l'Organisation des Nations Unies afin de lui permettre de relever les défis contemporains.

Evoquant la politique de son pays, M. Moisiu a fait le bilan des progrès réalisés au plan interne pour sortir de l'ère communiste avant de souligner les efforts déployés par l'Albanie pour s'intégrer progressivement dans l'OTAN et l'Union européenne. Les Balkans qui, il y a peu, étaient connus pour leurs conflits, sont devenus une région où la culture de dialogue s'enracine progressivement, a-t-il dit avec satisfaction. L'Albanie est profondément déterminée à consolider le partenariat euroatlantique qui est une des garanties pour voir notre région sortir de l'ère des conflits. M. Moisiu a exprimé son soutien au processus de consolidation démocratique au Kosovo dont la stabilité est très importante pour la région. Le dialogue constructif entre Pristina et Belgrade est important et doit se poursuivre, et le futur du Kosovo, donc son statut final, devra être négocié ultérieurement en tenant compte de la volonté de ses citoyens et de la coopération de la communauté internationale. Enfin, s'agissant du Moyen-Orient, il a estimé que la Feuille de route constituait un pilier pour le règlement du conflit israélo-palestinien qui doit être précédé par la fin de la violence et du terrorisme.

M. BHARRAT JAGDEO, Président de Guyana, rappelant que des élections démocratiques s'étaient déroulées dans son pays pour la première fois il y a de cela cinquante ans, a déclaré que le Guyana avait compris l'importance vitale de la démocratie pour son pays en tant que nation par l'expérience douloureuse de la mauvaise gouvernance. La tâche qui attend à présent mon pays, a-t-il dit, est l'édification d'une société plus juste et plus prospère. A cet effet, la Constitution a été récemment réformée pour garantir la transparence financière, une plus grande ouverture et les droits fondamentaux de tous. Dans ce cadre, a indiqué M. Jagdeo, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le racisme a été invité à visiter le pays afin d'informer la communauté internationale sur la nature multiculturelle de cette société. Ces initiatives ont été accompagnées de réformes dans le domaine de la justice et de la mise au point d'une stratégie de développement national et d'une stratégie de réduction de la pauvreté. Néanmoins, a déclaré M. Jagdeo, face à une dette extérieure persistante, à la réduction drastique de l'aide publique au développement et aux barrières protectionnistes, l'avenir est de plus en plus sombre pour les pays vulnérables tels que le Guyana, l'échec de la

Conférence de Cancun n'étant pas de nature à éclaircir cette perspective. La communauté internationale a peu de chances à présent d'atteindre les objectifs de la Déclaration du Millénaire établis il y a de cela trois ans, a-t-il précisé.

Seule une plus grande coopération, une meilleure interdépendance permettra de surmonter ces obstacles, a relevé le Président du Guyana, et cette interdépendance est à la base du multilatéralisme qui fonde l'ONU. Si la Charte prévoit un engagement collectif, il est regrettable de constater que le monde dans lequel nous vivons promeut la démocratie au niveau national mais l'écarte au niveau international, a-t-il déploré, alors que les aspirations de paix, de sécurité et de développement ne peuvent être réalisés sans la participation effective aux affaires mondiales de tous les Etats. A cet égard, M. Jagdeo a particulièrement déploré la pratique des institutions financières internationales d'établir leurs évaluations de pays sur des informations anecdotiques ou incomplètes, ce qui pouvait se révéler très néfaste en décourageant davantage l'assistance et l'investissement. Surtout, a-t-il ajouté, la mise en œuvre de programmes tels que l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés a été retardée tandis que les pays pauvres continuent de souffrir de terribles difficultés, qui les rendent otages de leur situation. En contraste avec les années 90, les efforts de réforme de l'architecture financière internationale sont à présent en stagnation, tout comme le renforcement du rôle de l'ONU. Le Président du Guyana a plaidé pour l'accroissement de la représentativité du Conseil de sécurité, et soutenu la candidature du Brésil, de l'Inde, et d'un pays africain, ainsi que d'un nombre adéquat de sièges non permanents pour d'autres pays en développement.

M. MARC RAVALOMANANA, Président de Madagascar, a déclaré que jamais depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies n'avait été confrontée à des situations et des divergences de points de vue qui menacent gravement l'accomplissement de sa mission. L'unité et la cohésion des membres du Conseil de sécurité sont indispensables pour renforcer la crédibilité des Nations Unies, a-t-il poursuivi. Pour le Président, les réformes devraient permettre de souligner davantage l'importance de l'Assemblée générale comme principal organe de délibération et de prise de décisions, et rendre le Conseil de sécurité plus représentatif et plus transparent. Il a soutenu les propositions du Président de la Confédération suisse, qui a demandé une nouvelle vision de la sécurité en plaçant davantage les personnes au cœur de la réflexion.

Le Président s'est déclaré préoccupé par l'état économique et social du monde. Les effets bénéfiques de la croissance économique mondiale ont contourné l'île de Madagascar comme ils ont contourné d'autres pays d'Afrique. A Madagascar, plus de 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, 50% n'a pas accès à l'eau et 50 000

enfants en meurent chaque année. Je suis convaincu d'un dilemme fondamental, a déclaré le Président, le passé n'est pas aussi fort dans le reste du monde qu'il l'est en Afrique. L'Afrique souffre des écarts de la simultanéité plus que les autres continents. Madagascar aujourd'hui vise à établir une démocratie réelle, fondée sur un état de droit et le respect des normes internationales. La bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, la décentralisation, la participation de la population et l'appui du secteur privé en sont les piliers. Le Président malgache a souligné que pour encourager les investissements, diverses lois avaient été votées afin de réduire les droits et taxes d'importation sur les biens d'équipement et de faciliter l'accès des investisseurs étrangers à la propriété foncière. Il a invité les grandes puissances à franchir le pas pour un partenariat plus équitable en Afrique. Nos objectifs sont clairs mais nos capacités sont encore faibles, a-t-il reconnu. Nous avons besoin d'aide, nous souhaitons plus de soutien, plus d'ouverture et un autre esprit pour notre continent dans le concert des nations, a-t-il conclu.

M. AZALI ASSOUMANI, Président de l'Union des Comores, a estimé que la division du monde en pays développés et en pays en développement n'enlevait en rien le partage commun de la peur et de l'incertitude. Mais tout en partageant la même interrogation que les pays du Nord sur le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, les pays du Sud ploient de plus en plus sous le poids de la dette, des guerres civiles, de l'insécurité, de la misère et des maladies endémiques, a-t-il souligné. Il a en outre fait valoir que le terrorisme s'épanouissait dans la pauvreté et recherchait l'expression de sa violence dans les maillons les plus faibles de la chaîne mondiale.

Pour combattre efficacement et dans la durée le terrorisme, a-t-il poursuivi, il faut lutter contre les frustrations et les injustices, faire appel à plus de tolérance, pour le respect du droit à la différence et à la dignité de chaque peuple. On ne peut pas véritablement parler de sécurité dans un monde de pauvreté, a fait valoir le Président comorien, qui a insisté sur la nécessité de remettre l'homme au centre de toutes les préoccupations. On est en droit de s'interroger, au regard du présent, s'il a été judicieux, tout au long de l'histoire, de rassembler, pour faire cohabiter presque de force, différentes nationalités, différents peuples, alors que rien n'a été fait pour susciter le désir commun de vivre ensemble, a-t-il déclaré, estimant qu'il ne fallait pas s'étonner si les problèmes ethniques et les frictions entre nationalités étaient sources d'instabilité. Prenant l'exemple de son propre pays, le Président comorien a affirmé que, dans de telles conditions, son pays éprouvait toutes les difficultés à concevoir un réel développement, dans son désir de consolider la démocratie et a appelé la communauté internationale à aider chaque pays à adopter la vitesse qui lui est propre dans la voie de la démocratie, tout en tenant compte de l'histoire et des traditions de chaque peuple.

En outre, M. Assoumani a insisté sur la nécessité de porter une attention toute particulière aux petits Etats insulaires afin qu'ils puissent combler les déficits de développement inhérents à leur situation géographique et a appelé la communauté internationale à soutenir le NEPAD, projet ambitieux conçu en Afrique par les Africains pour les Africains. Il a également insisté sur la nécessité de circonscrire la dette qui est un réel fardeau et une véritable asphyxie pour les économies en développement et a jugé indispensable de mettre fin aux subventions des produits agricoles dans les pays du Nord et laisser libre cours au marché et permettre aux pays qui se cherchent de sortir de la marginalisation économique. S'agissant de la situation dans les Comores, le Président s'est réjoui de la normalité retrouvée et des avancées enregistrées. Il nous reste à mettre en place les assemblées, a-t-il poursuivi, mais les Comoriens sont convaincus que seul un réel développement économique, soutenu par la communauté internationale, peut garantir la cohésion nationale et assurer un avenir maîtrisé.

M. BLAISE COMPAORE, Président du Burkina Faso, a déclaré que les convulsions des temps présents, à travers la multiplication des foyers de crise, la radicalisation du terrorisme international et de la criminalité organisée, la pauvreté croissante, la prolifération des endémies, achèvent de nous convaincre que la solidarité internationale doit rester active pour garantir à notre monde la stabilité et la sécurité. En effet, a-t-il poursuivi, malgré l'implication et les efforts indéniables des Nations Unies et des organisations régionales et sous-régionales telles que l'Union africaine, la CEDEAO, la SADC, ou la CEMAC, dans la gestion et la maîtrise de bon nombre de conflits, et en dépit de certains succès obtenus, notamment en Angola, en Sierra Leone ou dans les Grands Lacs, la vague déferlante des conflits armés et des tensions et instabilités tend à devenir un phénomène récurrent. M. Compaoré a estimé ensuite qu'il faudrait replacer l'ONU au centre des responsabilités essentielles en Iraq. Il a aussi apporté son appui à la Feuille de route au Moyen-Orient, soulignant que sans un organe international de suivi et de contrôle présent sur le terrain, aucun accord ne sera opérant sur le conflit israélo-palestinien. A propos de la Côte d'Ivoire, pays voisin du Burkina Faso et dont la crise politique est source d'inquiétude pour son gouvernement, le Président burkinabé a souhaité vivement le retour à la paix avec la mise en œuvre des Accords de Marcoussis.

S'agissant de la menace terroriste, M. Compaoré a plaidé pour une démarche collective tout en rappelant qu'une des sources des actions terroristes réside dans le désespoir de certains peuples, victimes des frustrations et des injustices intolérables qui tardent à être traitées. A ce propos, le Président Compaoré a salué le rejet par la majorité des pays présents à Cancun des pratiques commerciales iniques qui accordent des

subventions aux milliers de fermiers du Nord au risque d'organiser une mort assurée pour des millions de paysans du Sud. Et c'est pourquoi, notre plaidoyer pour la cause des producteurs africains de coton s'intensifiera face aux déviations du marché, a-t-il assuré, ajoutant que la production de coton constitue pour les États d'Afrique de l'Ouest et du Centre un élément déterminant des politiques de réduction de la pauvreté et un facteur primordial de stabilité politique et sociale. Plaidant pour des mesures visant à corriger de telles injustices, M. Compaoré a estimé que le devoir de solidarité en faveur du développement constituait un devoir moral pour les pays du Nord. Enfin, il a annoncé la tenue, en 2004, d'un Sommet de chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine à Ouagadougou sur le thème « emploi et lutte contre la pauvreté en Afrique ».

M. PIERRE CHARLES, Premier Ministre de la Dominique, a souligné que la complexité des problèmes internationaux actuels, est une menace pour la sécurité mondiale, ajoutant que le monde a besoin d'une organisation multilatérale forte et efficace qui jouit de la confiance des peuples de la planète et qui soit en mesure d'adopter et de mettre en œuvre des approches articulées pour pouvoir y faire face. Il est d'avis que les organismes internationaux comme la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et les Nations Unies sont fondés sur des bases politiques et économiques dépassées et que leur crédibilité s'en trouve entamée. C'est la raison pour laquelle la Dominique estime qu'il est indispensable de réformer l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, a expliqué le Premier Ministre. Abordant la situation en Iraq, il a déclaré que la paix et la stabilité de ce pays relèvent désormais de la responsabilité de la communauté internationale et que, par conséquent, les Nations Unies doivent y jouer un rôle plus important. Les forces de la coalition doivent donner un mandat clair aux Nations Unies en vue de mettre en place une force multinationale sous leur autorité, a-t-il poursuivi. Le Ministre s'est également rallié aux pays qui font de la lutte contre le terrorisme leur priorité absolue, et a fait valoir que le Parlement de la Dominique a passé, cette année, la loi sur la répression du financement du terrorisme.

Pour ce qui est de la situation économique de la Dominique et des autres îles de la région, M. Charles a expliqué qu'elles ont été pénalisées par le régime commercial de l'OMC relatif à l'exportation des bananes, dans la mesure où cela a engendré une baisse de 60% des exportations de bananes des pays du CARICOM. Ce régime commercial s'est traduit par un programme d'austérité en Dominique, associé d'un arrangement prévisionnel avec le FMI a-t-il ajouté. Le Ministre a saisi cette occasion pour lancer un appel urgent à la communauté internationale afin qu'elle fasse de nouveaux investissements directs, facilite les transferts de technologies et renforce sa coopération avec la Dominique. Déplorant l'échec de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, il a néanmoins

insisté sur la nécessité de lever les régimes de subventions agricoles dans les pays développés. La communauté internationale doit accorder un intérêt plus soutenu à la situation socioéconomique des petits Etats insulaires en développement qui ont été sévèrement touchés par la libéralisation rapide des échanges commerciaux, a conclu M. Charles.

M. BERNARD MAKUSA, Président de la République du Rwanda, a déclaré que cette année marquait le dixième anniversaire du génocide de 1994, qui en moins de 100 jours, a emporté aux vues du monde entier la vie de plus d'un million de Rwandais. Nous espérons que ce sera l'occasion de nous réengager collectivement à ce que plus jamais de telles horreurs ne se reproduisent, a-t-il déclaré. Par ailleurs, nous voudrions partager une expérience pleine d'espoir, celle de la renaissance de la nation rwandaise, qui est un test d'endurance et de détermination de tout un peuple, a-t-il souligné. Les élections libres et transparentes qui sont en cours en ce moment marquent un pas important dans le processus de démocratisation amorcé et restaurent aux Rwandais leurs droits et fierté d'écrire leur propre histoire. Le Président a expliqué qu'ont aussi été instaurés les principes de responsabilité et de transparence à tous les niveaux de la vie publique par la création d'institutions fortes chargées de combattre la corruption, le népotisme et les abus de pouvoir. Il a fallu pour ce faire réhabiliter entièrement le système judiciaire classique. Le Président a hautement apprécié la mise sur pied du Tribunal pénal international pour le Rwanda(TPIR)chargé de poursuivre, traduire en justice et punir les auteurs du génocide. Il a souligné que le Rwanda a en particulier accueilli favorablement la récente décision du Conseil de sécurité de nommer un procureur à plein temps pour le Tribunal en vue d'améliorer ses performances et son efficacité.

Par ailleurs, le Président s'est réjoui de la conclusion du processus de paix en République démocratique du Congo. Quant à la situation au Burundi, il a appelé toutes les parties à rallier les initiatives de paix en cours pour mettre un terme aux souffrances de la population burundaise. Il a en outre appelé la communauté internationale à soutenir l'organisation de la Conférence internationale pour la paix, la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs pour produire une sorte de Plan Marshall pour le développement de la région. Le Président a déclaré, que, dans un monde qui a fondamentalement changé, il est normal que l'on questionne la composition et le mode de prise de décisions du Conseil de sécurité. N'est-il pas légitime d'exiger du Conseil qu'il soit plus représentatif et démocratique dans ses méthodes de travail? Il faut réordonner au mieux notre Organisation, a-t-il plaidé. Pourquoi l'Organisation des Nations Unies a-t-elle été incapable de répondre collectivement et effectivement aux récentes crises ou tragédies telles que le génocide rwandais de 1994 ou encore l'Iraq? A cet égard, il a salué la

décision du Secrétaire général de mettre sur pied un « comité des sages » pour faire des propositions de réformes à l'Assemblée générale.

M. SOLOMON E. BEREWA, Vice-Président de la Sierra Leone, a affirmé que face à la multiplication et à la complexité des nouveaux défis internationaux, il était impératif de renforcer la collaboration entre les différentes organisations régionales et sous-régionales au niveau du continent africain. Il a cité dans ce cadre à titre d'exemple l'Union africaine et la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest. Insistant sur la valeur de tels partenariats, il s'est dit convaincu que les centaines de milliers de vies perdues en Sierra Leone et dans la sous-région auraient pu être sauvées si un mécanisme de prévention des conflits avait été établi en coopération entre les Nations Unies et la CEDEAO. Par ailleurs, le Vice-Président s'est dit particulièrement préoccupé par la prolifération des armes de petit calibre dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest. Si une stratégie d'élimination de ce type d'arme est en cours dans notre pays, a-t-il poursuivi, nous sommes cependant convaincus que seule une approche régionale concertée permettra de débarrasser la région de ce fléau.

Rappelant que son pays se relevait du fléau de la guerre et s'était engagé à nouveau sur la voie du développement, le Vice-président a souligné qu'une des priorités de ce processus de reconstruction était le renforcement de la gouvernance démocratique et a fait valoir que la Sierra Leone en est à l'étape ultime de la préparation des élections locales et nationales. Nous attachons une importance considérable à la tenue de ces élections, a-t-il précisé, car elles représentent une étape majeure du processus de décentralisation autour d'un schéma de participation et de gouvernance. Faisant valoir les progrès du pays en matière de sécurité, le Vice-Président a rappelé que le Royaume-Uni avait fourni une formation aux forces armées qui avait considérablement amélioré leur compétence et avait permis leur redéploiement sur tout le territoire. Les forces de police ont également été entraînées, restructurées et équipées avec l'aide du Royaume-Uni, a-t-il poursuivi. Soulignant qu'entouré de zones de conflits, son pays ne s'était jamais senti en sécurité, le Vice-Ministre a salué l'action de la CEDEAO ainsi que l'investissement considérable des Nations Unies et de la communauté internationale dans l'établissement de la paix qui prévaut aujourd'hui en Sierra Leone. A ce titre, il s'est félicité du programme établi par le Conseil de sécurité pour le retrait progressif de la MINUSIL, fondé sur la capacité des propres forces du pays à prendre en charge la sécurité de la Sierra Leone et de la sous-région. Il a également évoqué le processus de réconciliation et de pardon, qui impliquait notamment la réinsertion des 57 000 anciens combattants dans la société. Ce processus a été laborieux et coûteux, a-t-il affirmé, mais il était nécessaire de l'entreprendre afin d'éviter de retomber dans un conflit. Enfin, il s'est dit très préoccupé par la question de la prise en charge de

centaines de milliers d'enfants, qui, à cause de la guerre, n'avaient pas pu avoir accès proprement à l'éducation. L'ampleur du problème est tel que nous avons dû créer une commission spéciale sur la question, a-t-il dit.

M. YOON YOUNG-KWAN, Ministre des affaires étrangères et du commerce de la République de Corée, a déclaré s'associer pleinement aux efforts de la communauté internationale pour l'instauration de la démocratie à travers le monde. Dans cet esprit, la République de Corée a accueilli la seconde Conférence ministérielle de la Communauté des démocraties en novembre 2002. Il a rappelé en outre toute l'importance que revêt pour son pays le Traité de non-prolifération des armes de destruction massive. La République de Corée a d'ailleurs accueilli en mai dernier une rencontre plénière du *Nuclear Suppliers Group* et devrait accueillir l'an prochain une réunion du *Missile Technology Control Regime*.

La sécurité du Nord-Est de l'Asie est actuellement menacée par les risques de prolifération des armes de destruction massive, a-t-il déploré. Le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée ne pose pas seulement un défi pour la sécurité de la péninsule coréenne, mais met aussi en danger la paix et la stabilité de tout le Nord-Est de l'Asie et au-delà, a-t-il indiqué. Premièrement, a indiqué M. Young-Kwan, le Gouvernement de Pyongyang doit stopper de manière complète et irréversible son programme nucléaire. Deuxièmement, cela doit se faire par les voies pacifiques et diplomatiques.

« Cinquante ans après la fin de la guerre de Corée, notre peuple porte toujours les stigmates de ses souffrances et nous ne devons pas laisser une telle tragédie se reproduire » a lancé M. Young-Kwan, notant toutefois que les discussions multilatérales qui ont eu lieu le mois dernier à Beijing, ont donné l'occasion d'accepter la recherche d'un consensus sur la base de certains principes. Parmi ceux-ci, le Gouvernement de Séoul a notamment apprécié le consensus sur la nécessité de la dénucléarisation de la péninsule venant des deux parties, ainsi que la recherche de la paix à travers le dialogue. Le Ministre a enfin souhaité qu'un esprit de coopération s'installe et qu'aucune action ne vienne remettre en question la volonté de dialogue des parties.

M. KASSYMZHOMART K. TOKAEV, Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan, a déclaré que le processus de transition vers un nouvel ordre mondial est marqué par des menaces comme les conflits interethniques et interconfessionnels, le terrorisme et la criminalité organisée et les catastrophes humanitaires ou environnementales. Pour le Kazakhstan, l'ouverture politique et économique est cruciale, a rappelé M. Tokaev. Le pays a bénéficié ces quatre dernières années d'un des taux de croissance les plus élevés dans le monde, et il espère être rapidement

admis à l'Organisation mondiale du commerce. Son Gouvernement, a-t-il précisé, est fermement engagé à renforcer l'intégration régionale. Le Kazakhstan participe activement aux travaux de la Communauté économique eurasiennne. Une contribution importante à la lutte contre le terrorisme et à la coopération économique et commerciale dans la région pourrait se faire dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai et l'Organisation de coopération économique. Le Kazakhstan réaffirme son attachement à un monde multipolaire, a déclaré M. Tokaev, plaidant pour que l'ONU renforce ses capacités de règlement des conflits, et pour l'élargissement du Conseil de sécurité, par la cooptation de cinq nouveaux membres, dont l'Allemagne et le Japon et, des Etats d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine par roulement. Rappelant que la coordination devrait aussi être renforcée entre l'ONU et les organisations régionales, M. Tokaev a proposé la mise en place d'un Conseil des organisations régionales sous l'autorité du Secrétaire général. Il a aussi rappelé la proposition faite par le Kazakhstan à Johannesburg d'un Registre des Nations Unies des problèmes mondiaux en matière d'environnement. En tant qu'Etat ayant renoncé à ses ressources nucléaires, le Kazakhstan est préoccupé par l'inefficacité du régime actuel de non-prolifération, a dit le Ministre. Déplorant à cet égard la « politique des deux poids, deux mesures », selon laquelle certains Etats sont punis par la force militaire tandis que d'autres sont simplement invités à abandonner leurs programmes nucléaires, le Ministre kazakh des affaires étrangères a plaidé pour un renforcement des régimes de contrôle en la matière.

Rappelant que les Nations Unies avaient à l'origine pour objectif de promouvoir la paix, la justice et la sécurité, M. KAMAL KHARAZZI, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, a proposé un examen en profondeur de ce qui fonde l'action de l'Organisation aujourd'hui. Les Etats-Unis ont envahi l'Iraq sans aval des Nations Unies, a-t-il fait valoir, ajoutant qu'un régime ne peut être renversé par la force et que le motif invoqué des armes de destruction massive n'a toujours pas été prouvé. Il a plaidé pour un rôle central des Nations Unies dans le relèvement de l'Iraq, pour le retour de la souveraineté du peuple iraquien sur son territoire avec l'aide de la communauté internationale, et pour l'établissement d'un régime démocratique. Entre-temps, il importe de fournir l'assistance nécessaire au peuple iraquien, a dit le Ministre, rappelant aux dirigeants américains et britanniques leurs obligations en matière de protection des civils irakiens. Par ailleurs, la violence exercée contre les Palestiniens par les Israéliens devient insupportable, a poursuivi M. Kharazzi, condamnant vigoureusement la décision israélienne d'expulser le Président Arafat et le veto américain au Conseil de sécurité la semaine dernière.

Invitant la communauté internationale à intensifier son appui au peuple et au Gouvernement afghan, le Ministre iranien s'est inquiété de

l'ampleur des trafics de drogues et du pouvoir de groupes terroristes en Afghanistan qui menacent les progrès des dernières années. M. Kharazzi a rejeté le lien entre terrorisme et religion et a condamné le terrorisme sous toutes ses formes. Les armes de destruction massive constituent l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité, a-t-il dit, estimant que la communauté internationale a encore beaucoup à faire pour rendre universels les instruments relatifs à la non-prolifération et au désarmement nucléaires, auxquels l'Iran a adhéré, et proposant de les doubler d'un régime de vérification. Notre politique consiste à travailler au niveau régional pour interdire les armes de destruction massive, a-t-il dit, et elle n'a pas pour objet de développer une défense reposant sur l'arme nucléaire. M. Kharazzi s'est interrogé sur les raisons qui motivent les pressions exercées par la communauté internationale sur l'Iran concernant son programme nucléaire qui n'est développé qu'à des fins pacifiques, alors même que d'autres Etats comme Israël continuent de procéder à des essais dans ce domaine.

Pour LASSANA TRAORE, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Mali, l'ONU est « l'incarnation vivante de notre espoir de paix ». Il a rappelé que son pays s'était résolument engagé dans le renforcement de la démocratie et des droits humains, dans un esprit de bonne gouvernance, de croissance économique et de développement durable ainsi que sur «le double front de la prévention et de la gestion des conflits». C'est ainsi que le Mali a notamment envoyé des troupes au Libéria et son Président Amadou Toumani Toure s'est engagé personnellement dans la recherche de solutions politiques à la crise ivoirienne, a-t-il indiqué. Le Mali s'est aussi efforcé de promouvoir la stabilité, invitant les Etats au sein de l'Union africaine à privilégier l'approche multilatérale, la coopération sous-régionale et la solidarité internationale dans le respect de la souveraineté des Etats.

M. Traore a par ailleurs remercié les Nations Unies pour les efforts engagés contre la prolifération des armes légères, avec le programme d'action sur le commerce illicite des armes légères et de petits calibres. Le Mali, qui assure depuis le 10 mai 2003 la présidence du Réseau de la Sécurité humaine, invite tous les Etats à se joindre à lui afin de faire aboutir l'initiative de la «Convention-cadre sur les transferts internationaux des armes», en cours d'élaboration, et dont la campagne de lancement est prévue en octobre prochain à Bamako. «Ceci constituerait un pas significatif dans la mise en œuvre du mandat donné par les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO pour la transformation du Moratoire sur les armes légères en convention internationale», a précisé le Ministre. Abordant les questions économiques, le Ministre a indiqué que son gouvernement s'était efforcé, par des mesures fiscales incitatives, d'attirer les investissements nationaux et internationaux, notamment vers les filières productives du coton, des mines et de l'élevage. Ces efforts ont

toutefois été freinés par les effets de la mondialisation, a-t-il cependant déploré. A cet égard, M. Traore s'est aussi félicité de l'adoption du programme d'action d'Almaty dont l'objectif est de parvenir à des partenariats susceptibles de mieux répondre aux besoins spéciaux des pays en développement sans littoral. Enfin, M. Traore s'est réjoui de la création de l'Union africaine (UE) et du lancement du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

M. VARTAN OSKANIAN, Ministre des affaires étrangères de l'Arménie, a estimé que la réforme de l'ONU ne pouvait pas être retardée davantage, si nous voulons que l'Organisation reste efficace dans le soutien à la paix du monde. Saluant les idées présentées par le Secrétaire général, le Ministre a jugé essentiel de démocratiser l'Organisation de manière à renforcer son autorité morale à travers le monde et sa capacité à initier des réformes et soutenir la transition démocratique dans les pays qui le nécessitent. S'agissant de la question iraquienne, le Ministre, qui a rappelé que les petits pays étaient habitués à faire des compromis politiques en faveur d'une volonté internationale commune, a invité les grandes puissances à suivre la même voie, afin que l'ONU soit chargée de ramener la paix et la démocratie dans cette partie du Proche-Orient.

Regrettant que les questions de frontières soient souvent exploitées à des fins politiques, le Ministre arménien a déploré que le nouveau Premier Ministre d'Azerbaïdjan ne souhaite pas tenir compte d'une réalité politique qui, a-t-il affirmé, est pourtant établie depuis les négociations de Key West, sous l'égide du Groupe de Minsk, il y a deux ans. Depuis 1992, a poursuivi le Ministre, l'Azerbaïdjan s'est convaincu que s'il imposait son blocus suffisamment longtemps, l'économie arménienne finirait par s'effondrer. Ce calcul s'est avéré faux, a-t-il déclaré, non seulement notre économie ne s'est pas effondrée, mais en plus notre taux de croissance est plus élevé que celui de l'Azerbaïdjan. Il a en outre déploré que l'Azerbaïdjan rêve d'utiliser les revenus des ventes de pétrole pour financer l'achat d'armement, afin d'avoir un jour recours, une fois de plus, à une solution militaire. Mais, a-t-il averti, l'utilisation des armes n'a jamais entamé, et n'entamera jamais la volonté du peuple du Haut-Karabakh, de vivre librement sur ses propres terres, a-t-il affirmé. Il a ajouté que l'Azerbaïdjan avait massacré les Arméniens dans les villes de leur propre pays comme Sumgaït, Baku ou Ganja, en utilisant les méthodes les plus inhumaines qui soient.

M. WLODZIMIERZ CIMOSZEWICZ, Ministre des affaires étrangères de la Pologne, a rappelé qu'il avait proposé, l'année dernière dans cette enceinte, de préparer un nouveau pacte pour l'Organisation des Nations Unies à l'aube du XXIème siècle. Cela donnerait une impulsion aux principes et mécanismes des Nations Unies dans ce monde en évolution; en outre, cela permettrait l'élaboration de nouvelles normes de

conduite internationales afin de faire face aux menaces à la sécurité et aux défis qu'il faut relever. Cette initiative, a-t-il estimé, va dans le sens des recommandations du Secrétaire général en faveur du renforcement de l'Organisation en tant qu'institution de coopération et de sécurité internationales. Cependant, nous ne pouvons plus considérer que les institutions multilatérales actuelles ont une capacité suffisante pour répondre aux nouvelles menaces à la paix et à la sécurité. Nous sommes confrontés d'une part aux menaces fortes comme le terrorisme mondial, qui est motivé par un extrémisme idéologique et qui peut infliger des préjudices considérables, ainsi qu'à la prolifération d'armes de destruction massive et la criminalité organisée, et, d'autre part, à des menaces plus faibles comme le développement de la pauvreté, de la faim, de la malnutrition et des maladies infectieuses qui touchent particulièrement les pays économiquement les plus pauvres.

La douloureuse réalité des Nations Unies est que l'Organisation est déchirée par les divisions : elles limitent son efficacité et occasionnellement posent la question de sa capacité à agir. La question fondamentale est donc de savoir comment redonner aux Nations Unies un sens de l'unité et de la cohésion. Comment éviter les cas de paralysie de la gestion de la sécurité internationale? Nous devons réfléchir de manière approfondie aux valeurs et principes qui régissent la communauté internationale dans son ensemble et définissent les comportements des Etats de manière collective. Le Premier Ministre a soutenu fortement l'intention du Secrétaire général d'établir un « conseil des sages » pour examiner le rôle de l'action collective et réfléchir aux réformes nécessaires.

La guerre contre le régime meurtrier de Saddam Hussein a exposé les défis de l'action multilatérale et révélé les dilemmes non résolus dans ce domaine, a fait observer le Premier Ministre, qui se dit convaincu que les Nations Unies devraient être un facteur clé de la reconstruction et de la réhabilitation de l'Iraq et devraient être assistées par la communauté internationale tout entière. La Pologne reste engagée dans l'effort de stabilisation de l'Iraq, a-t-il conclu.

Mme BENITA FERRERO-WALDNER, Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Autriche, a déclaré qu'en tant que pays hôte des Nations Unies, son pays se sent responsable de l'avenir du fonctionnement de l'Organisation. Nous devons procéder à la restructuration du système des Nations Unies afin d'en améliorer l'efficacité et la légitimité. La réforme des procédures est une question prioritaire. La composition du Conseil de sécurité ne répond plus aux nouvelles réalités, a-t-elle précisé, et ne reflète ni l'augmentation du nombre des membres ni l'équilibre régional. En tant que membre de l'Union européenne, l'Autriche se félicite de la mise au point d'une doctrine sécuritaire commune au sein du Conseil

européen, et d'une logique qui pourrait conduire à la création d'un siège pour l'Union européenne au Conseil de sécurité. Face aux diverses menaces à la sécurité, Mme Ferrero-Waldner a rappelé le rôle du Département de la prévention du terrorisme de l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, basé à Vienne, et indiqué que l'Autriche s'était proposée pour servir de contact central pour les 109 Etats ayant adhéré au Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques. Elle a aussi appelé à la ratification du Traité pour l'interdiction complète des essais nucléaires, dont l'entrée en vigueur est encore subordonnée au dépôt de 12 ratifications. A cet égard, le rôle de l'AIEA dans la non-prolifération est essentiel. Mme Ferrero-Waldner a indiqué que le relèvement de l'Iraq ne pourrait se faire sans la participation de l'ONU, rappelant le rôle de l'Autriche dans l'assistance humanitaire de ce pays. L'Autriche, a-t-elle rappelé, a lancé diverses initiatives dans la lutte contre les diverses « menaces indirectes » relevées par le Secrétaire général, notamment la menace à la sécurité humaine, par l'adoption, dans le cadre du Réseau de la sécurité humaine, d'un manuel sur l'éducation en matière de droits de l'homme, et par l'adoption d'une stratégie pour le soutien des enfants dans les conflits armés. A l'occasion du dixième anniversaire de la Conférence mondiale de Vienne sur les droits de l'homme, l'Autriche a réaffirmé son engagement en signant le Protocole facultatif à la Convention contre la torture, et rappelé son attachement à la protection des plus vulnérables, notamment les femmes et les fillettes.

### **Droits de réponse**

Le représentant du Pakistan a déclaré que le Président du Pakistan avait présenté un plan de paix dans cette enceinte même entre le Pakistan et l'Inde qui consisterait en un cessez-le-feu au Cachemire occupé, ainsi qu'une surveillance accrue de la ligne de contrôle entre les deux pays. La réponse négative du Premier Ministre de l'Inde nous a profondément déçue, a-t-il déclaré. Quatre-vingt mille Cachemiriens ont été tués par 700 000 soldats indiens. Ce rejet de l'offre de paix illustre l'attitude négative du BJP, le parti au pouvoir en Inde. Comment faire la paix quand les fascistes sont au pouvoir, a-t-il demandé, estimant que tous les moyens peuvent être utilisés pour lutter contre cette occupation de l'Inde. Il ne s'agit nullement de terrorisme, a-t-il dit, l'Inde est la mère du terrorisme.

L'Observatrice de la Palestine a dénoncé les distorsions contenues dans le discours du Ministre israélien des affaires étrangères. Plutôt que de voir Israël changer de comportement, la communauté internationale a eu droit à un réquisitoire lui demandant de changer son approche du conflit israélo-palestinien, a-t-elle déploré. Le Premier Ministre israélien, son Ministre de la défense et son chef d'État-major sont des extrémistes et n'ont aucune intention de faire la paix avec les Palestiniens. Le

Gouvernement israélien continue d'utiliser ses avions de chasse et ses hélicoptères contre les civils palestiniens, a-t-elle dit ensuite, dénonçant la poursuite d'acquisition de territoires par la guerre, les déportations et les colonies de peuplement. Elle s'est dite soulagée par la décision de 27 pilotes israéliens qui refusent désormais de se rendre dans les territoires palestiniens, ils sont la véritable conscience et aideront la région à recouvrer la paix, a jugé l'Observatrice de la Palestine.

Le représentant de l'Azerbaïdjan a déploré que l'Arménie ait justifié à cette tribune même les violations flagrantes du droit international qu'elle commettait régulièrement. Les résolutions du Conseil de sécurité demandant le retrait par l'Arménie des territoires du Haut-Karabakh ne doivent pas être ignorées. Le Ministre arménien a parlé cet après-midi de mythes et je vais en citer quelques-uns, a-t-il poursuivi. Le premier mythe voudrait que le Haut-Karabakh fasse partie de l'Arménie, alors qu'en fait, dans toute l'histoire du Caucase, il n'en a jamais fait partie. Le second mythe serait que notre pays oppose un blocus à l'égard de l'Arménie, et c'est faux. Un autre mythe voudrait que l'Arménie ait gagné la guerre : ceci est également faux, a expliqué le représentant, affirmant que pas un seul pouce du Haut-Karabakh ne serait cédé à l'Arménie. Aussi, a-t-il appelé la délégation de l'Arménie à respecter les normes et principes de la Charte des Nations Unies.

Le représentant de la République populaire démocratique de Corée, répondant à la déclaration de la République de Corée a affirmé que si la question du nucléaire reste en suspens, c'est en raison de l'attitude hostile des Etats-Unis à l'égard de son pays. Nous souhaitons dire très clairement que nous sommes en faveur de la dénucléarisation de la péninsule. Nous mettrons un terme à notre programme nucléaire à condition que les Etats-Unis concluent un accord avec nous, a-t-il ajouté. La Corée du Nord et la Corée du Sud se sont engagées à avancer sur la voie de la réunification et de la réconciliation.

Le représentant de l'Inde a déploré l'incapacité du Pakistan à se comporter dignement au sein de l'Assemblée générale. Avec la résurgence des Taliban au Pakistan, la communauté internationale se rend bien compte que ce pays est l'épicentre du terrorisme. Il est difficile de prendre au sérieux l'engagement pakistanais à lutter contre le terrorisme transfrontière, a dit le représentant, estimant que le Pakistan dont l'histoire repose sur un mensonge peut difficilement s'élever contre l'Inde.

Le représentant du Pakistan, reprenant la parole, a dénoncé la stratégie complexe de l'Inde qui se dit victime d'un terrorisme téléguidé de l'étranger dont aucune preuve n'a pu être établie. S'appuyant sur des rapports de Human Rights Watch, le représentant a expliqué que des groupes armés dissidents sont entraînés par les forces indiennes dans le

Cachemire occupé par l'Inde. Le terrorisme d'État est la forme la plus vicieuse, a-t-il fait remarquer en demandant à l'Inde de répondre positivement à l'appel lancé hier par le Président Musharraf.

\* \*\*\* \*